

LE NATIONALISME ET LES PARTIS

I

Origine du mouvement.—La guerre d'Afrique.—La conférence de 1902

Le mouvement nationaliste est né de la participation officielle du Canada à la guerre sud-africaine.

Jusque là, la doctrine nationaliste, en tout ce qui concerne les questions de guerre et de défense, avait régné sans conteste au Canada.

Dès 1863, les autorités impériales et le gouvernement canadien avaient défini la base des obligations mutuelles de la métropole et de la colonie. La Grande-Bretagne, maîtresse absolue de la politique extérieure, du gouvernement et du commerce maritime de l'Empire, conservait l'obligation de pourvoir seule à la défense générale de l'Empire. Tout ce qu'elle demandait au Canada, c'était de contribuer de plus en plus, suivant la croissance de sa population et de ses ressources, à la défense de son territoire, seule partie de l'Empire sur laquelle le gouvernement et le peuple canadiens exercent leur autorité.

Cette entente, fondée sur les principes essentiels du gouvernement responsable et de la constitution britannique, servit de base à toutes nos lois de milice, avant comme après l'établissement de la Confédération. Elle était éminemment équitable, puisqu'elle proportionnait les obligations aux droits et aux pouvoirs.

C'est à l'abri de cette convention que sir John Macdonald refusa péremptoirement d'établir au Canada des bureaux de recrutement pour l'armée impériale, lors de l'expédition du Soudan, en 1885.

La base de l'entente n'était aucunement modifiée en 1899—pas plus qu'aujourd'hui, du reste. Et les déclarations récentes de M. Asquith, premier ministre de l'Empire, et de M. Harcourt, ministre des colonies, ne laissent guère prévoir que le gouvernement impérial soit disposé à consentir à un nouveau partage des droits et des pouvoirs. Tout ce qu'il y a de changé, c'est que nos hommes d'Etat canadiens s'efforcent de nous faire assumer de nouvelles obligations, sans nous obtenir de droits ou de pouvoirs correspondants.

* * *

Il est aujourd'hui acquis à l'histoire que Cecil Rhodes et Chamberlain préparèrent de longue main et provoquèrent le conflit sud-africain afin de brusquer l'action des colonies et les entraîner, pour la première fois, dans les guerres de l'Empire.

Rhodes "prépara" l'opinion aux colonies, en corrompant les journaux et les politiciens, — comme le trust des armements fait aujourd'hui en Allemagne, en Angleterre, au Canada. Chamberlain, imitant Bismarck jusque dans ses procédés de falsification des dépêches, accula Kruger à commencer les hostilités, afin de faire croire à l'immense masse des badauds, des crédules et des gens mal renseignés que l'Angleterre était sur la défensive. Des renseignements pris à bonne source m'autorisent même à penser que les chefs du mouvement impérialiste ne furent qu'à demi-fâchés des premiers revers de l'armée anglaise. Sûrs de l'emporter par la force du nombre, ils voyaient, dans ces échecs humiliants, un moyen efficace de stimuler l'ardeur des colons.

Sir Wilfrid Laurier et ses collègues, qui avaient eu le grave tort de ne rien faire pour combattre l'agitation alimentée par la caisse de la *South African Chartered Company*, tentèrent de résister à la panique. Le premier ministre dicta lui-même et fit paraître dans le *Globe*, le 3 octobre, un communiqué officieux dans lequel il déclara que la constitution interdisait au gouvernement d'envoyer des régiments canadiens en Afrique.

Sir Charles Tupper, alors chef de l'opposition, en profita pour donner le croc-en-jambe au premier ministre. Donnant le démenti aux traditions de son parti, à la pratique établie par sir John Macdonald, en 1885, et aux principes qu'il avait lui-même soutenus jusque là avec sa vigueur habituelle, il envoya une dépêche au premier ministre, lui offrant son concours s'il voulait se rendre "aux désirs du peuple canadien" et organiser immédiatement une expédition. Sir Wilfrid donna dans le panneau et ordonna, le 13 octobre, ce qu'il avait déclaré, le 3 octobre, ne pas pouvoir faire.

On se rappelle, sans doute, ma démission, bientôt suivie de la protestation de M. Monet, député de Laprairie-Napierville.

Revenu au parlement, en janvier 1900, j'accueillis volontiers les ouvertures que M. Laurier et M. Tarte me firent pour empêcher la brèche de s'élargir.

La députation et la presse tory, et nombre de bons bleus, toujours prêts à jouer le rôle de gogos, parlèrent beaucoup de comédie, de mise en scène, prétendant que ma démission avait été concertée avec M. Laurier et M. Tarte, afin de leur faire une couverture contre les attaques des torys d'Ontario.

Inutile de dire que cette légende est aussi fautive que celle de l'"alliance hybride" entre les impérialistes et les nationalistes, aujourd'hui répandue sous la haute autorité de sir Wilfrid Laurier.

* * *

La simple vérité, c'est que, très lié personnellement avec les deux ministres, encore attaché à mon parti, et, surtout, écoeuré par les manifestations jingoïstes du parti tory, je ne demandais pas mieux que de faciliter le retour du parti libéral aux principes qu'il avait méconnus dans des circonstances fort difficiles.

Tout ce que j'exigeais, c'est que le premier ministre fit ratifier par la Chambre la timide réserve qu'il avait introduite, sur les instances de M. Tarte, dans l'arrêté ministériel décrétant l'envoi de troupes en Afrique. En d'autres termes, je voulais que M. Laurier fit déclarer par le parlement que l'action du gouvernement ne devait pas être interprétée comme une brèche aux principes établis, en 1863, comme un acquiescement de fait à la nouvelle doctrine de la participation des colonies aux guerres de l'Angleterre.

Cette affirmation de principe me paraissait d'autant plus opportune que le gouverneur général, lord Minto, le bruyant général Hutton, et même quelques-uns des membres du cabinet, s'étaient ouvertement moqués de la réserve contenue dans l'arrêté ministériel.

A cette réserve, M. Chamberlain avait répliqué par la plus insolente des dépêches, déclarant que le gouvernement impérial acceptait les troupes canadiennes, moins pour les services qu'elles pouvaient rendre, que "comme preuve du désir" du peuple canadien "d'assumer sa part des dangers et des fardeaux de l'Empire."

Il me paraissait que le premier ministre du Canada n'avait pas le droit de garder ce soufflet sur sa joue.

M. Laurier ne repoussa pas ma proposition du premier coup. Au contraire, il fut fortement tenté de l'accepter. Il en délibéra même à deux reprises avec ses collègues.

Il finit par me rendre mon projet de résolution en me déclarant que, tout en approuvant sans réserve les principes qu'elle énonçait, il ne croyait pas devoir faire prononcer la Chambre en ce moment.

Naturellement, je fis ma proposition tout de même — ce qui fournit à M. Laurier l'occasion de l'un de ses triomphes oratoires les plus éclatants. Esquissant dès lors sa pose de martyr, qu'il devait reprendre si souvent, avec un succès constant, il protesta de son amour sans bornes pour la mère-patrie et se para coquettement des coups que lui portaient les "extrémistes" des deux côtés.

J'entends encore les applaudissements frénétiques des bons bleus, défonçant leurs pupitres!

Ce n'était ni le premier ni le dernier bateau que leur montait ce maître de la scène parlementaire.

* * *

Après la session, j'entrepris une campagne d'assemblées publiques dans la province — fort modestement du reste — tantôt seul, tantôt accompagné de M. Monet.

Inutile de dire que nous dénoncions, alors comme aujourd'hui, toute participation du Canada aux guerres de l'Angleterre. Ce qui n'empêcha pas le parti libéral de nous accepter, Monet et moi, comme ses candidats aux élections de novembre 1900.

Grâce aux attaques stupides des torys d'Ontario contre le gouvernement libéral et son chef, à qui ils reprochaient de ne pas avoir montré assez de zèle pour l'Empire, M. Laurier put conserver son attitude moyenne, et bénéficier de notre campagne dans le Québec, sans rien perdre dans les provinces anglaises.

A la session de 1901, je posai de nouveau, à la Chambre, les principes et les idées nationalistes. Après la session, j'allai passer quelques semaines en Angleterre d'où je rapportai des indications et des renseignements précieux qui me permirent de reprendre la lutte avec une vigueur nouvelle. Notre première réunion, au théâtre National, en octobre 1901, marqua le véritable début de l'organisation et de la campagne nationalistes.

M. Laurier ne voyait pas le mouvement d'un mauvais oeil. Ces manifestations lui permettaient de continuer à jouer son rôle ambigu, et de

conservateur son attitude de "juste milieu"; puis elles préparèrent la réaction anti-impérialiste, qu'il désirait avant que nous.

Le seul point qui nous séparait, c'est qu'il croyait à la réaction définitive tandis que je n'y voyais qu'une accalmie.

Les renseignements que j'avais recueillis en Angleterre m'avaient convaincu qu'avec l'apaisement des souvenirs causés de l'humiliante campagne d'Afrique, la propagande impérialiste reprenait plus ardente et mieux organisée que jamais.

Pour l'instant, les événements semblaient donner raison au premier ministre. A la session de 1902, il put annoncer, aux applaudissements de son parti et avec l'approbation non déguisée d'un grand nombre de conservateurs, que le gouvernement canadien n'entendait nullement modifier, à la conférence impériale convoquée à l'occasion du couronnement d'Edouard VII, la base des relations politiques et militaires du Canada et de la métropole.

Les ministres tinrent parole. Ils résistèrent à toutes les propositions de M. Chamberlain et de ses collègues. M. Fielding alla même jusqu'à laisser prévoir l'abrogation ou la modification du tarif de faveur accordé aux marchandises anglaises.

A son retour d'Angleterre, je fus l'un des premiers à féliciter le premier ministre sur son attitude ferme à la conférence. Je crus devoir néanmoins lui faire part de mes appréhensions au sujet d'une nouvelle levée de boucliers de la part des impérialistes, et de la nécessité d'organiser le terrain de la résistance. Il se moqua agréablement de mes craintes.

• • •

Il est amusant de revoir, à dix ans de distance, le chemin que parcoururent les hommes et les événements. En ce temps-là, où nous, nationalistes, posions absolument les mêmes principes qu'aujourd'hui, où nous soutenions comme aujourd'hui que le Canada n'a d'autre obligation envers l'Angleterre que de pourvoir à la défense de son territoire, ce n'est pas de "déloyalisme" que nous taxaient M. Laurier et son état-major. Ils nous traitaient de Don Quichotte, de chasseurs de chimères. Ils affirmaient que l'impérialisme était mort pour toujours; que M. Laurier avait réglé la question à Londres; que jamais le Canada ne contribuerait un sou et un homme à la défense de l'Empire.

Qui aurait dit alors que M. Laurier en serait resté, en 1912, à reprocher aux torys de ne donner à la mère-patrie que les dollars du peuple canadien, au lieu de lui sacrifier le sang de notre peuple? à s'écrier qu'au besoin, ce n'est pas seulement trente-cinq millions, mais "deux fois, trois fois, quatre fois trente-cinq millions" qu'il serait prêt à donner à l'Angleterre?

Le contraste est encore plus marqué si l'on se rappelle la campagne furibonde menée en 1896 par tout le parti libéral de Québec contre une dépense d'un million pour l'achat de fusils destinés à la milice canadienne.

Voici un échantillon de la prose libérale publiée dans le *Soleil*, en juin 1896, sous la direction immédiate de M. Louis-Philippe Brodeur, député de Rouville:

"Pourquoi tous ces armements, si nous ne sommes pas pour avoir de guerre?"

"Et pourquoi se battre pour l'Angleterre?"

"Les électeurs doivent se rappeler que ces gros et grands chefs, qui sont toujours anxieux de se montrer plus patriotes que les autres, plus loyaux que les autres, et prêts à nous lancer dans les guerres pour le bénéfice des autres, ne seront pas ceux qui supporteront le fardeau.

"Ces carabines, ces canons, ce sont les électeurs qui les manoeuvreront. On vous considère bons pour faire de la chair à canon. Les Tupper, les Angers, les Taillon seront dans leurs bureaux de ministres, d'où ils nous enverront à la mort, la joie dans le coeur, le verre de champagne à la main. Encore une fois, pourquoi tous ces fusils, ces canons, ces balonnettes, si ces bons Tupper et Cie, ne méditent pas quelque mauvais coup de main.

"L'on enverra vos enfants en Afrique, en Asie, d'où ils ne reviendront jamais.

"Si vous votez pour les candidats bleus, vous approuvez tous ces préparatifs pour la guerre. Est-ce que le gouvernement vient à votre secours lorsque vous êtes écrasés par les taxes de toutes sortes, lorsqu'un malheur vous frappe soit par les ravages de l'inondation, ou d'un incendie? Et l'on a dépensé trois millions de piastres pour des fusils.

"Votez pour Laurier et ses candidats, si vous voulez voir votre pays jouir de la même tranquillité et ne pas vous exposer à partir un de ces bons matins pour d'autres pays, laissant en arrière de vous vos femmes, vos enfants et tout ce qui vous est cher".

Ces appels forcenés n'empêchèrent pas M. Brodeur de devenir successivement, par la grâce de sir Wilfrid Laurier, vice-président et président de la Chambre, ministre du Revenu de l'Intérieur, ministre de la Marine, et finalement juge de la Cour Suprême du Canada.

Sir Wilfrid affecte de se scandaliser fort parce que les nationalistes ont dit à Drummond, et résistèrent aujourd'hui, que sa loi navale, comme la politique de M. Borden, aboutira fatalement à la conscription.

En 1896, il trouvait excellent que ses principaux lieutenants en disent vingt fois davantage, à propos d'un simple achat de fusils. Il tira de cette campagne tout le profit possible — comme, en 1894, il avait accepté sans scrupule les \$100,000 de la Baie des Chaleurs, quitte à prendre des airs de vierge outragée le jour où la vérité fut connue, et à laisser étrangler ce pauvre Mercier pour complaire aux puritains hypocrites du *Globe* et du *Witness*.